

Décembre 2012

Nous contacter à WIEGO !

Courriel :
WIEGO
79 JFK Street #32,
Cambridge, MA 02138 USA

Tel. : 617-496-7037
Fax : 617-496-2828

Courriel :
Karen_Mccabe@hks.harvard.edu
Julia_Martin@hks.harvard.edu

Web : www.wiego.org



Ci-dessus: WIEGO ICA Expo Stand avec banderole «Coopératives pour les droits des travailleurs informels et des moyens de subsistance durables!»

Ci-dessous: Mittal, SEWA, en présentant à l'Expo ICA
Photos par WIEGO



Des représentants de l'OIT et du Collège Coopératives à l'Expo ICA
Photo par WIEGO



Lettre d'Information OBA de WIEGO



Une newsletter aux organisations de travailleurs informels basées sur leurs adhérents (OBA)

SALUTATIONS AMIS ET COLLEGUES!

En plus des articles qui suivent, s'il vous plaît regardez ces grandes ressources en ligne!
Manuels/Guides

La Seule École que Nous Ayons: Apprendre des Expériences d'Organisation Travers l'Économie Informelle
(Disponible en anglais: [The Only School We Have: Learning from Organizing Experiences Across the Informal Economy](#))

[Un Travail Décent pour les Travailleuses et Travailleurs Domestiques](#)

Le travail décent pour les travailleurs domestiques en Asie et dans le Pacifique: Manuel pour les formateurs
(Disponible en anglais: [Decent work for domestic workers in Asia and the Pacific: Manual for Trainers](#))

Promouvoir le Convention (C177) ILO du travail à domicile et les droits des travailleurs à domicile: Un manuel pour les éducateurs des travailleurs (Disponible en anglais: [Promoting the ILO Home Work Convention \(C177\) and the Rights of Homeworkers: A Manual for Workers' Educators and Facilitators](#))

Faire des Programmes de la Chaîne de Valeur Agricole au Service des Travailleurs: Un Guide Pratique pour des Donateurs et des Professionnels du Développement (Disponible en anglais: [Making Agricultural Value Chain Programmes Work for Workers: A Practical Guide for Development Donors and Practitioners](#))

Lettres d'Information

[WIEGO Lettre d'Information Santé et sécurité au Travail pour les Travailleurs du Secteur Informel, Octobre 2012](#)
[Bulletin de l'Alliance mondiale des récupérateurs, septembre 2012](#)

Bulletin de l'Association nationale des vendeurs de rue de l'Inde (NASVI) Octobre 5, 2012 (Disponible en anglais: [National Association of Street Vendors of India \(NASVI\) Newsletter, October 5, 2012](#))

Bulletin du Réseau international des travailleurs domestiques (IDWN) Septembre 2012 (Disponible en anglais: [International Domestic Workers Network \(IDWN\) Newsletter, September 2012](#))

Travailleurs du Secteur Informel et Coopératives : Influencer l'Agenda Mondial

L'année 2012 est l'Année internationale des coopératives et, dans le cadre des événements prévus, figure une exposition intitulée « Coopératives unies », organisée par l'Alliance internationale des coopératives (AIC) à Manchester (Angleterre), du 31 octobre au 2 novembre. WIEGO y a participé aux côtés des représentants de SWaCH, une coopérative des récupérateurs en Inde, de la Coopérative des recycleurs d'Ourinhos du Brésil, de l'Union des coopératives de Machakos du Kenya et de la SEWA, un syndicat qui organise plus de 100 coopératives de travailleur du secteur informel en Inde.

WIEGO, qui est membre associé de l'ACI, a participé à l'expo pour faire passer le message, à savoir que les coopératives constituent un véhicule important par lequel les travailleurs du secteur informel peuvent améliorer leurs moyens de subsistance et s'organiser pour faire entendre leur voix collective, se faire reconnaître et revendiquer leurs droits politiques et économiques, la protection sociale, l'égalité des sexes et le travail décent. Tout comme la mise en commun des ressources peut se traduire par de meilleurs résultats économiques et des moyens de subsistance plus stables

pour les travailleurs du secteur informel, les voix unies peuvent amener du changement politique et améliorer leur statut social.

WIEGO y avait un stand où une projection de diapositives et de vidéos, des bannières, des affiches et une carte mettaient en évidence les coopératives avec lesquelles nous travaillons. Nous avons produit et mis à disposition des [fiches d'information \(disponibles en anglais\)](#) sur WIEGO et son point de vue sur les coopératives et les quatre organisations partenaires. Les visiteurs à l'Expo ont été attirés à notre stand (grâce au travail de l'équipe de communication), mais il était clair que peu d'entre eux savaient grand-chose des travailleurs du secteur informel et du rôle que peuvent jouer les coopératives dans l'amélioration de leur vie. Notre délégation, assistée par les membres de l'équipe de notre bureau à Manchester, n'a épargné aucun effort pour faire passer notre message.

Par ailleurs, nous avons également organisé à Manchester deux événements : un atelier officiel à l'Expo et un séminaire conjoint, avec le Co-operative College, dans un lieu extérieur, et aux deux événements, les représentants des coopératives de

travailleur du secteur informel ont présenté des études de cas qui ont eu un grand impact sur les participants. Lors du séminaire, ils ont fait partager leurs connaissances et expériences en la matière apportant de la profondeur aux résultats des recherches présentés par le Co-operative College, aux perspectives de l'OIT représentée par son chef de la Direction des coopératives, Simel Esim (membre de longue date de WIEGO) et les participants issus des ONG. L'échange d'idées et d'information a été très fructueux, et il en résulte de nombreuses recommandations sur ce que nous pourrions faire ou chercher à accomplir à l'avenir.

Qui plus est, cet événement est le premier maillon d'une relation prometteuse entre le Co-operative College à Manchester, la Direction des coopératives de l'OIT et WIEGO. Cet événement se veut aussi la première étape dans la sensibilisation des membres du mouvement coopératif mondial au rôle important que jouent les coopératives dans l'amélioration de la vie des travailleurs du secteur informel.

Pour en savoir plus sur la délégation WIEGO à l'Expo, consultez [notre page](#).



Ci-dessus et ci-dessous: Les travailleurs à domicile commémorent la Journée des Travailleurs à Domicile à Multan
Photos par HomeNet Pakistan



Aperçus des messages SMS envoyés par la HNP:

« Votez pour amener le gouvernement à déclarer le 20 octobre la Journée des travailleurs à domicile au Pakistan. Pour voter, rendez-vous sur <http://www.homenetpakistan.org> »

« Les travailleurs à domicile exigent l'approbation rapide d'une politique concernant les travailleurs à domicile au Pakistan. »

« Le gouvernement devrait reconnaître les travailleurs à domicile comme 'travailleurs'.

Les travailleurs à domicile doivent jouir du droit à la protection sociale.»



Clipping de Nouvelles du Journal Daily Nawa-i-Waqt Multan mettant en vedette les événements autour de Journée des Travailleurs à Domicile

HomeNet Pakistan : Journée des Travailleurs à Domicile, le 20 octobre

En 2010, lors d'un atelier de vision stratégique de HomeNet Asie du Sud, occasion où les participants ont marqué 10^e anniversaire de la Déclaration de Katmandou, le 20 octobre a été déclaré la « Journée des travailleurs à domicile » pour l'Asie du Sud. Depuis lors, HomeNet Pakistan (HNP) l'a observée, décidée à faire adopter des lois et règlements pour renforcer le secteur informel en général et favoriser, en particulier, les travailleurs à domicile.

Cette année, la HNP l'a fait avec divers acteurs (parties prenantes, organisations de la société civile et médias) pour faire entendre la voix des travailleurs à domicile et plaider pour leurs droits en organisant de nombreuses activités dans tout le pays. Elle a, par exemple, facilité des réunions et des séminaires et publié et distribué en anglais et en ourdou des brochures ainsi que des mises à jour et des informations sur son site Web. De même, profitant de la technologie mobile, la HNP a mené campagne en envoyant plus de 100 000 messages SMS à un large public — organisations de la société civile, députés, avocats, syndicats, dirigeants syndicaux, responsables gouvernementaux, responsables politiques, travailleurs à domicile et OBA, éducateurs et médias — une stratégie très efficace et innovatrice !

De plus, la HNP a tenu deux conférences de presse, la première le 17 octobre, à Lahore Press Club, et la deuxième le 20 octobre, à Jhang Press Club. Objectifs : soulever les préoccupations des travailleurs à domicile, à savoir la formulation des politiques, la reconnaissance dans le droit du travail et les statistiques nationales en la matière, les possibilités de développement des compétences, l'accès au crédit et aux marchés, la protection sociale et la sécurité des moyens de subsistance, et souligner l'importance d'observer, par le gouvernement, la Journée des travailleurs à domicile. L'interdiction et la fabrication des cerfs-volants ont été également soulevées. Alors que la HNP soutient sans réserve l'interdiction par le gouvernement du dor, fil à cerf-volant tranchant qui a fait de nombreuses victimes, morts et blessés, elle soutient qu'il est aussi important de considérer les milliers de travailleuses à domicile, fabricantes de cerfs-volants, qui se trouvent privées du travail et doivent être formées afin qu'elles puissent à nouveau gagner leur vie. Les conférences de presse ont été suivies par des représentants du gouvernement, anciens et actuels, des hauts représentants d'ONG et d'organisations de la société civile et les médias.

Par ailleurs, deux forums presse ont organisés le 31 octobre et les principaux

quotidiens nationaux en ourdou y ont été invités. Par les questions clés abordées figurent la formulation des politiques, les moyens de subsistance décents et les effets néfastes de l'interdiction des cerfs-volants sur les travailleurs à domicile. Ont assisté aux forums le personnel du HNP, les travailleurs à domicile et d'autres organisations partenaies. En outre, les travailleurs à domicile ont fait l'objet de nombreux articles de fond dans les grands quotidiens et magazines nationaux.

Deux émissions radio — discussion et théâtre — ont permis de mettre en évidence les préoccupations des travailleurs à domicile et de plaidé en faveur de leur voix et de leur droits. La HNP et d'autres organisations de la société civile ont participé aux discussions. La pièce, écrite par Javed Pacha, principal responsable des programmes de la HNP, a porté sur des questions d'éducation et de bien-être des femmes et des filles. Pour en savoir davantage, veuillez lire le [rapport intégral \(disponible en anglais\)](#).

Contrat de Gestion des Déchets : Les Récupérateurs Négocient Avec Bogota

Évincés de l'appel d'offre lancé en 2011 par l'administration du district de Bogota à propos des services de collecte et de gestion des déchets, alors qu'ils faisaient le travail depuis des années, les récupérateurs — appelés recycleurs en Colombie — ont été depuis 2003 inclus sous l'effet de la loi. En effet, prenant l'initiative, l'Association des recycleurs de Bogota (ARB) a saisi la Cour constitutionnelle qui a ordonné à l'administration du district d'élaborer un plan de gestion des déchets qui, d'une part, comprend les récupérateurs et, d'autre part, dignifie ce travail et favorise la régularisation de leur travail dans le recyclage, le transport et le traitement des déchets.

Donnant suite à l'ordonnance, l'administration du district a élaboré un Plan d'intégration, et ce comme volet du programme « Zéro déchet » inscrit dans le cadre du Plan de développement humain de Bogotá. Au travers du Plan d'intégration, elle tend sensibiliser le public au tri à la source des matières

recyclables et améliorer l'accès aux installations (en créant, par exemple, des entrepôts et des parcs de recyclage). De même, elle tient à préciser que la collecte des déchets et des matières à recycler se fait séparément et à s'assurer que les récupérateurs sont officiellement reconnus en tant que collecteurs et processeurs exclusifs des matières recyclables. Même si cette double reconnaissance viendrait améliorer la situation des récupérateurs et offrirait à tous une protection de l'environnement et de meilleures conditions d'hygiène, il reste à savoir si la mise en œuvre se fera sans heurt. Par exemple, les habitants devront s'habituer à trier leurs déchets et il n'est pas clair si ceux qui ne le font pas paieront une amende. De même, le travail se fera plus par les coopératives et les récupérateurs seront encouragés à devenir membres des organisations de recyclage autorisés (ORA). D'après le plan, chaque ORA aura ses propres installations de recyclage, son parcours de collecte de

matériaux, des camions de transport et son matériel de sécurité.

Même si la participation des récupérateurs à la collecte et au recyclage des déchets pourrait commencer à des niveaux différents dans chaque partie du district, le plan souligne que leurs organisations doivent être incluses afin que la ville puisse s'appuyer sur leurs connaissances et leurs capacités.

Pour sa l'ARB estime que le Plan d'intégration doit être ajusté sur le plan opérationnel et budgétaire. Elle demande également à ce que d'autres politiques publiques (par exemple, les politiques d'utilisation des terres urbaines) soient mises en cohérence avec cette politique. L'ARB et ses entités de soutien ont présenté plusieurs propositions d'ajustements que l'administration du district n'a pas encore approuvées ou revues.



Les récupérateurs participant à l'atelier

Photo par WIEGO



Guillermina Castellanos reçoit le Prix Inspiration à l'événement Diriger avec amour pour son leadership dévoué et 10 ans de travaux communautaires.

Photo par WIEGO

Plate-forme des droits et garanties

(1) Transparence du processus d'appel d'offres et de la future administration de Maracana

(2) Participation sociale à toutes les étapes de l'appel d'offres et à la future administration vu que, lorsque le stade a été construit en 1947, le choix du site et la taille du stade ont fait l'objet de consultation populaire

(3) Prix subventionnés pour les personnes âgées et handicapées, tels qu'ils sont garantis déjà dans divers règlements nationaux, d'Etat et municipaux

(4) Usage public et gratuit du stade pour les événements sportifs, culturels et éducatifs, comme c'est le cas actuellement

(5) Droit aux conditions de travail décentes pour les travailleurs qui sont en train de rénover le stade et qui ont fait grève à plusieurs reprises pour protester contre les risques afférents à la santé et à la sécurité de même que d'autres problèmes

(6) Respect des droits et de la dignité des habitants des bidonvilles dans la zone dite Metro Mangueira Stadium, où la FIFA envisage de construire un parc de stationnement

Projet Genre et Déchets en Amérique Latine

Bien qu'un nombre croissant d'études portent sur les déchets solides, très peu cherchent à comprendre la dynamique du genre et la division sexuelle du travail qui sous-tendent les activités afférentes à la collecte des déchets. WIEGO a établi un partenariat avec NEPEM-UFMG au Brésil, ainsi que REDLACRE/ MNCR, pour lancer le Projet genre et déchets, **une étude visant à examiner dans l'optique du genre les activités menées par les récupérateurs**. Dans un premier temps, le projet sera réalisé au Brésil, **plus tard dans d'autres pays d'Amérique latine**, et explorera les sujets suivants :

- (1) les multiples dimensions de la subordination des femmes dans divers domaines
- (2) les façons dont les hommes et les femmes naturalisent leurs relations sociales
- (3) les menaces et les possibilités que connaissent les hommes et les femmes au travail
- (4) la division du travail fondé sur le sexe

- (5) la façon dont la marginalisation des récupérateurs, en particulier **les femmes, entrave l'accès à une plus grande indépendance économique**
- (6) la façon dont les stéréotypes de genre sont souvent utilisés pour **décourager les femmes d'accéder, en particulier, aux fonctions de direction**

Le Projet genre et déchets **vis** à éclairer les dimensions de la discrimination fondée sur le sexe que connaissent les récupératrices (1) au foyer, (2) au travail et (3) en tant que leaders au sein de leurs réseaux et du mouvement. En outre, le projet prévoit de cartographier ce que seraient les *stratégies pratiques*, en termes de scolarité et/ou qualification professionnelle, que les récupératrices doivent poursuivre en vue d'atteindre **l'autonomisation économique et politique**.

Le projet comportera quatre phases : Phase 1 (achevée) : au cours de cette **phase d'apprentissage initial, les cher-**

cheurs ont entrepris une revue de la documentation et consulté également les femmes leaders parmi les récupérateurs.

Phase 2 (début 2013) : les ateliers **auront lieu à cinq endroits de l'État brésilien de Minas Gerais** pour tenter de cerner les limites et les problèmes auxquels les récupératrices sont confrontées.

Phase 3 : **une trousse d'outils traitant des questions de genre et de collecte des déchets sera créée pour aider les récupérateurs et une réunion finale post-atelier a eu lieu avec quelques-unes des récupératrices.**

Phase 4 : **la trousse d'outils sera distribuée auprès des coopératives, des ONG partenaires des coopératives des récupérateurs, des universités et des collectivités locales, aussi bien au Brésil qu'en Amérique latine.**

Des mises à jour seront communiquées dans les prochains numéros de la newsletter des OBA et sur le site **Web de WIEGO. Restez donc à l'écou-**

Diriger avec Amour: Une Soirée avec la NDWA

Le 14 novembre, l'Alliance nationale des travailleurs domestiques (NDWA) des Etats-Unis a donné sous le thème *Leading with Love* (Diriger avec amour), une soirée de gala marquant cinq ans de travail et de réalisations. Françoise

Carré, Coordinatrice de la Recherche WIEGO, et Sofia Trevino, responsable WIEGO, Projets Mondiaux, étaient au nombre des invités et participants, des centaines de personnes réunies au National Museum of Women in the

Arts (Musée National des Femmes dans les arts) à Washington, DC, pour célébrer les victoires de la NDWA et honorer les chefs de file des travailleurs domestiques et du mouvement de la NDWA.

Campagne au Brésil : Villes de Classe Mondiale Pour Tous

La voix et la visibilité des vendeurs de rue ne cessent de s'amplifier au Brésil grâce à la campagne — Villes de classe mondiale pour tous — que mène StreetNet pour souligner leur situation et qui, pour la première fois, s'inscrit dans le cadre d'une campagne de protestation contre la privatisation du stade principal à Rio de Janeiro.

O Meu Rio, une alliance d'organisations de la société civile, d'urbanistes et d'universitaires soucieux de promouvoir la participation civique à la planification urbaine, un « laboratoire des nouvelles inter-faces » comme elle aime à se décrire, travaille actuellement sur une série de questions urbaines, notamment la transparence dans l'administration publique, le contrôle social de celle-ci, les relations de pouvoir dans les bidonvilles, la participation électorale, les transports publics, l'éducation, la pollution et l'environnement.

Récemment, l'alliance a lancé une campagne pour s'opposer à la privatisation de Maracana, le stade de football phare de Rio où se jouera la finale de la Coupe du monde le 13 juillet 2014. Actuellement, le stade est fermé pour les travaux de rénovation estimés à R\$860 millions (412,5 millions de dollars américains), chiffre qui devrait augmenter. Maracana est un stade qui appartient à l'Etat et qui sera rénové grâce aux deniers publics. Profitant d'une demande d'accès à l'information, le Comité Rio pour les Jeux propre a découvert que le gouvernement de l'Etat entend privatiser l'administration du stade et lancera un processus d'appel d'offres vers la fin de 2012.

La campagne de l'alliance demande à ce que le projet de plan de privatisation fasse l'objet de consultation publique et a élaboré à cette fin une plate-forme des droits et garanties (voir l'encadré). L'alliance critique la politique de la FIFA

consistant à imposer des zones d'exclusion commerciale autour des stades où se jouent les matchs de la Coupe du Monde, empêchant de ce fait des centaines de familles de gagner leur vie. La campagne s'oppose à l'évacuation des vendeurs de rue alors qu'ils travaillent d'habitude autour du stade et exige qu'ils soient autorisés à y travailler régulièrement, dans la dignité, sans persécution de la part des pouvoirs publics. Une lettre portant ces revendications a été envoyée aux secrétaires d'Etat chargés des travaux publics, de la culture et des sports, de la planification, du budget et de la gestion et de la main-d'œuvre, respectivement, ainsi qu'au gouverneur et au maire de Rio de Janeiro.

[Pour en savoir davantage \(disponible en Portugais\).](#)

« Nous pensons que la FIFA, le Comité organisateur local et les villes d'accueil doivent reconnaître leur responsabilité quant à l'impact négatif qu'aurait la Coupe du Monde sur les moyens de subsistance des vendeurs de rue. C'est maintenant le moment d'y réfléchir à nouveau et d'agir autrement », a déclaré Vagner Freitas de Moraes, président du Centre uni des travailleurs.

« Le Brésil a encore le temps de concevoir une Coupe du Monde fondée sur l'inclusion sociale et non pas les profits à réaliser par la FIFA et ses partenaires commerciaux. Mais pour que cela se produise, il est nécessaire d'assurer à tous ceux qui s'affairent à construire la Coupe du Monde des conditions de travail décentes, le respect des droits de la personne et un sens de la citoyenneté, et de veiller à ne pas restreindre les droits », a déclaré Victor Baes Mosquera, secrétaire général de la Confédération syndicale des Amériques.

« Les candidats au poste de maire ont, à vrai dire, une réelle occasion de repenser les politiques urbaines en faveur des pauvres. Au lieu de traiter les vendeurs de rue comme des quasi-criminels, ils peuvent leur faire bénéficier des possibilités commerciales offertes par la Coupe du Monde et apporter des solutions durables et amélioratrices de leurs moyens de subsistance », a déclaré Nora Wintour, coordonnatrice des campagnes de StreetNet International

« Je suis vraiment fier de ce que StreetNet marque la première Journée internationale des vendeurs de rue et son 10e anniversaire pendant ma présidence. Au cours des dix années, StreetNet a vu ses rangs pour devenir une vraie organisation mondiale. StreetNet est reconnue comme la voix des vendeurs de rue et respectée pour ses politiques, programmes et campagnes. Vive StreetNet ! »
- Oscar Silva, président de StreetNet, SIVARA, Argentine

« La Journée internationale des vendeurs de rue a été discutée pour la première au Congrès de StreetNet en 2010. Nous y voyons une occasion de rassembler les vendeurs de rue dans le monde entier et de faire prendre conscience du fait que nous avons des défis et des besoins communs. Au niveau national, les affiliés s'affairent à planifier des événements, des défilés et des réunions pour marquer la Journée. Nous nous employons à en faire une journée très spéciale pour notre secteur ! »
- Clarisse Gnahoui, membre du Conseil international de StreetNet, du conseil d'administration de WIEGO et de l'USYNVEDPID du Bénin

KENASVIT Lutte Contre la Corruption Politique

La direction de KENASVIT, l'Alliance nationale des vendeurs de rue et des commerçants informels du Kenya, a récemment annulé les élections internes au bureau de la ville d'Embu à la lumière des allégations selon lesquelles certains responsables politiques locaux avaient, moyennant argent, cherché à influencer le résultat. Selon le président national, Simon Sangale ole Nasieku, qui s'est adressé aux

médias locaux, lui et d'autres responsables électoraux ont découvert que des politiciens avaient trafiqué le processus électoral et tenté de se servir des vendeurs pour prendre ou conserver le pouvoir. Les élections nationales au Kenya auront lieu en mars 2013.

KENASVIT entend rester une organisation apolitique et empêcher toute ingérence de la part des politiciens.

Pour aller de l'avant avec les élections, elle a donné le feu vert à la constitution d'une équipe dont les membres ont été choisis parmi les 600 personnes appelées à voter. Il est à espérer que sa décision, celle d'annuler les élections plutôt que de tolérer le risque de manipulations frauduleuses, sera un exemple pour les autres OBA souvent objet de tentatives d'ingérence politique.

StreetNet Envoie une Lettre à 84 Candidats au Poste de Maire des Villes Hôtes du

Un mois avant les élections de maires au Brésil, en octobre, StreetNet International, les syndicats et les partenaires sociaux ont écrit aux 84 candidats dans les villes hôtes du mondial les incitant à marquer un but pour leur pays en créant des possibilités de travail décent pour les vendeurs de rue.

La lettre, qui a été signée par le Centre américain pour le commerce (CUT), la Confédération syndicale des Amériques (CSA/CSA), l'Internationale des travailleurs du bâtiment et du bois (IBB), l'Union générale des travailleurs, les Comités populaires des personnes touchées par la Coupe du Monde et StreetNet International, appelle aux candidats de s'engager publiquement à travailler de manière à créer du travail décent pour tous les travailleurs, y compris les vendeurs de rue.

La lettre renferme, entre autres, les propositions suivantes, à savoir :

(1) que les autorités municipales se servent des forums de négociation existant — ou en créent de nouveaux — pour dialoguer avec les organisations représentatives de tous les vendeurs informels dans les villes hôtes;

(2) que 50 pour cent des stands autour des zones et des boulevards réservés aux supporters soient alloués aux commerçants du milieu informel local, qui vendent ordinairement des produits artisanaux, de la nourriture et des boissons de la région, et que cette attribution soit faite selon le processus participatif établi par les forums de négociation et à des prix abordables, en donnant la priorité aux coopératives ou d'autres initiatives de l'économie sociale des vendeurs qui perdraient autrement leur espace, qu'ils disposent ou non de permis valables;

(3) que les solutions de rechange adaptées au commerce informel dans

chaque municipalité soient développées dans la

concertation et que ces lieux de vente doivent être conçus comme des solutions à long terme et opérationnels aussi bien durant la Coupe du Monde qu'après, aux fins des activités et événements ordinaires qui y seront organisés, afin qu'il soit laissé aussi aux commerçants informels, après la Coupe du Monde, un héritage social.

La lettre conclut : « Nous croyons qu'en tant que candidat au poste de maire, vous avez une occasion formidable et exceptionnelle de faire rayonner votre ville aux quatre coins du monde. En élaborant des politiques favorables à l'inclusion sociale, au respect des droits de la personne et au travail décent, vous pouvez donner au monde entier l'exemple d'un héritage durable de la Coupe du Monde et ouvrir à d'autres la voie à suivre. »

StreetNet International fête la 1re Journée internationale des vendeurs de rue et le 10e anniversaire de StreetNet

Le 14 novembre 2012, les affiliés et partenaires de StreetNet dans le monde entier ont marqué la 1^{re} Journée internationale des vendeurs de rue, un événement qui a coïncidé avec le 10^e anniversaire de StreetNet et sera observée chaque année pour souligner la contribution des vendeurs de rue au développement national et attirer l'attention sur leurs problèmes en particulier.

En effet, partout dans le monde, les vendeurs de rue font face à de nombreux problèmes similaires, notamment l'absence de lieux de vente fixes

et de permis, le harcèlement et l'extorsion, l'accès improbable au crédit ainsi que le manque d'organisation, de représentation et de protection sociale. Il semble opportun que StreetNet marque une journée mondiale d'action pour mettre en évidence ces défis communs, et ce sous le thème choisi par le Conseil international : « les vendeurs de rue ont le même droit de s'organiser, d'être représentés et de jouir de la protection sociale que les autres travailleurs ! » Outre un poster et une brochure en anglais, français, espagnol, portugais et russe, StreetNet a établi,

surtout pour cette année, un fonds pour permettre aux affiliés de produire des t-shirts pour la journée. La réponse a été extrêmement encourageante : plus de 80 pour cent des affiliés de StreetNet ont indiqué qu'elles prendront part à la journée d'action.

Pour visualiser le matériel, cliquez sur les liens suivants :

[Poster](#)
[Brochure](#)
[Blogue](#)